

'mis la France en mesure de refuser de faire les paiements qui se trouveraient dûs et faire ainsi une économie de quelques cent millions de francs.

Pour faire face à tant de nécessités où se heurtent les calculs des meilleurs financiers, M. Thiers a mis de nouveau sur le tapis son projet de loi favori sur l'impôt des matières premières. Ce projet de loi a été battu en brèche par les membres de la droite et par les partisans du libre-échange. Les députés de la gauche pour faire contre poids, ont soutenu M. Thiers. Les débats ont été violents et la droite s'est montrée déterminée à rejeter ce projet de loi, dût le Président de la République offrir sa démission. Elle a même discuté sérieusement la question d'un triumvirat composé des généraux McMahon et l'Admirault et du duc de Broglie. Quel fut le dénouement de ces difficultés? Voici comment nous l'explique le télégraphe transatlantique qui est plus expéditif que les malles Européennes: — " L'émotion causée par la crainte d'une crise présidentielle est calmée. La ferme attitude de M. Thiers a affaibli la coalition formée contre lui par les factions de la droite de la chambre. Le maréchal McMahon a déclaré qu'il ne consentirait à entrer dans un triumvirat que si cette forme de gouvernement était sanctionnée par un plébiscite. "

Au reste la chambre française pourrait difficilement siéger sans avoir au moins une crise par mois. Ainsi est fait son tempérament et c'est chez-elle une maladie chronique.

Avant cette dernière crise dont nous venons de parler, il y avait eu une autre crise qui s'est terminée par un revirement inattendu. La droite lassée de voir que M. Thiers ne travaillait pas dans les intérêts monarchiques, a envoyé auprès de lui une députation pour lui signifier qu'il ait à modifier sa manière de gouverner " Attendez-vous de moi que je travaille à une restauration monarchique ? " à répondu M. Thiers. J'ai accepté à Bordeaux la République, j'ai engagé mon honneur à la consolider. Je travaille et je continuerai à travailler à sa consolidation..... Ce n'est pas assez de ne rien faire contre elle, il faut aider à la fortifier, parceque le maintien de la République est maintenant la garantie du salut de la France."

Ces paroles n'étaient pas de nature à faire plaisir à la droite qui avait longtemps espéré que la politique équilibriste de Thiers finirait par incliner du côté des monarchistes. Aussi ces derniers ont-ils définitivement retiré leur appui au Président de la République et se sont mis à l'œuvre pour lui faire opposition. Où ces luttes vont-elles mener la France? A la République définitive peut-